

Mercredi 18 décembre 2013

Communiqué de presse

Laurence Rossignol, porte-parole du Parti socialiste

La droite et la candidature d'Edouard Martin : mépris de classe et République de notables

Que la droite n'applaudisse pas la décision d'Edouard Martin de poursuivre son engagement syndical en allant, au Parlement européen, porter la voix des ouvriers en faveur d'une Europe sociale et réindustrialisée, ne nous surprend pas. En revanche, la nature des commentaires auxquels se livre l'UMP depuis cette annonce en dit long sur le mépris de classe et l'entre-soi qui domine sa vision de la démocratie.

Monsieur Raffarin ironise et tous reprennent en cœur les attaques visant à disqualifier la démarche d'Edouard Martin. Vu de droite, le monde est simple : quand un leader d'une organisation patronale ou professionnelle décide de rallier l'UMP pour briguer un mandat, il est à sa place et bienvenu. Quand un syndicaliste qui a lutté, avec la légitime colère que suscitent les désastres humains et le cynisme d'actionnaires comme ceux de Mittal, décide de se présenter à une élection, avec le Parti socialiste, il se renierait.

La représentation du peuple, le suffrage universel, la politique seraient donc réservés à certains.

Le procès en illégitimité qui est fait par la droite à Edouard Martin, est un grand classique. C'est celui fait à l'encontre de tous ceux, qui par leur seul engagement bousculent l'ordre établi. La candidature d'Edouard Martin témoigne aussi de notre conception de la République, sociale, égalitaire, transformatrice. Les critiques de la droite témoignent de son attachement à une République de notables, étriquée et conservatrice, bien loin de l'idéal républicain.